

Des chiffres qui parlent et surtout éviter le simplisme:

Charges comprises, la masse salariale française représente 50% du PIB soit environ 1300 milliards. Les 35 heures pèsent pour près de 150 milliards. Les indemnités chômage représentent 100 milliards. 300 milliards de pensions/retraites sont versés à 16 millions de retraités.

Pour mémoire le budget français voté par le parlement est de l'ordre de 400 milliards en dépenses et un peu plus de 300 milliards en recettes. Les dépenses du budget social dépassent 500 milliards et il manque 10 à 20 milliards pour l'équilibrer.

Alors quand j'entends Agnès Verdier Molinier, sur Europe 1 le 13 mai, dire que la France doit équilibrer ses comptes et regroupant interco, communes, supprimer les départements... je me demande à quoi sert l'ifrap (institut français pour la recherche sur les administrations publiques) dont elle est vice présidente.

En effet, chère Agnès posez-vous les bonnes questions au lieu de japper avec les chiens. La retraite à 60 ans de Mitterrand coûte combien en plus (50 milliards), les 35 heures (150 milliards) d'Aubry/Strauss Khan/Hue, l'Apa non financée mise en place par Jospin (6 milliards d'euros soit l'équivalent budgétaire de 15 départements comme l'Allier)....

Et puis, chère Agnès, en regroupant les régions toutes les dépenses ont augmenté réellement et en particulier pour se rendre aux multiples réunions régionales (temps et frais induits). En créant les intercommunalités à fiscalité propre (Chevenement et Voynet) c'est plus d'impôts, des services peu utiles, de nouveaux frais de fonctionnement sans aucune lisibilité...

Alors et bien sûr vu de l'ifrap et de Paris, la calculette sort des chiffres mais encore faut-il que l'entrée des données ne soit pas biaisée. Pour faire des économies au niveau des collectivités et de l'Etat encore faudrait pouvoir faire respecter des ratios (exemple: frais de personnel par habitant) et pouvoir libérer du personnel qui n'a plus de mission (impossible dans le public sans faute grave).

En supprimant les communes, la France se priverait de son premier investisseur public sans aucune économie de fonctionnement.

En supprimant les départements qui héritera des budgets sociaux (60% des dépenses de fonctionnement), des milliers de km de voies départementales, des 220000 agents....

NON, Agnès et mesdames, messieurs de l'ifrap parler et imaginer la France de demain c'est éviter les déclarations faciles aux lourdes conséquences pour le devenir de l'ensemble des territoires.

Interrogez-vous donc pourquoi la France dispose de 120000 agents du fisc contre 60000 en Angleterre? De quoi simplifier la vie des créateurs de richesse et alléger la facture!